



COMMUNIQUÉ  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**L'AGRICULTURE : UN INVESTISSEMENT RENTABLE À TOUS LES NIVEAUX**

Longueuil, le 10 novembre 2009 — Une nouvelle étude du groupe ÉcoRessources Consultants, en collaboration avec M. Maurice Doyon, professeur à l'Université Laval et détenteur d'un doctorat en Économie appliquée de l'Université Cornell, confirme l'importance des retombées économiques directes, indirectes et, pour la première fois, induites<sup>1</sup> de l'agriculture à l'échelle du Québec et de ses régions. Cette étude fait également la démonstration, au moment où le gouvernement du Québec s'apprête à annoncer l'ampleur de son soutien à l'agriculture pour les prochaines années, que les montants consacrés en agriculture constituent un investissement rentable à tous les niveaux, et non une simple dépense.

Selon l'étude, les activités de production et de transformation des produits agricoles, deux secteurs intimement liés, ont généré en 2007 plus de 174 000 emplois directs, indirects et induits à l'échelle du Québec. La création de richesse directe, indirecte et induite provenant de ces secteurs (PIB) était de 13 milliards \$.

Secteurs	Retombées directes	Retombées indirectes	Retombées induites	Retombées totales
<b>Producteurs</b>				
Emplois	41 728	13 772	13 956	69 456
PIB	2 238,4 M\$	896,8 M\$	794,2 M\$	2 929,4 M\$
<b>Transformateurs</b>				
Emplois	42 300	27 829	34 700	104 829
PIB	5 143,3 M\$	1 894,8 M\$	1 991,0 M\$	9 029,1 M\$
<b>Total</b>				
Emplois	84 028	41 601	48 656	174 285
PIB	7 381,7 M\$	2 791,6 M\$	2 785,2 M\$	12 958,5 M\$

L'étude démontre également que l'agriculture génère plus d'emplois pour le même montant investi que plusieurs autres secteurs économiques. À titre d'exemple, pour un investissement de 100 millions de dollars, le secteur agricole crée 1 042,3 emplois, tandis que l'industrie de la construction en crée 845,7, l'industrie culturelle 834,4, l'extraction minière de pétrole et de gaz 469,2, la finance 591,7 et les services publics 320,9.

La contribution directe des secteurs de la production et de la transformation alimentaires au PIB de l'économie québécoise est de 2,6 % (7,38 milliards de dollars), un apport comparable au secteur de l'hébergement et des services de restauration (2,6 %, 6,54 milliards de dollars).

Toujours selon l'étude, la production et la transformation agricoles génèrent chaque année quelque 3,9 milliards de dollars de revenus de taxation et de parafiscalité (2,8 milliards de la transformation – 1,1 milliard de dollars de la production). En déduisant de ces revenus l'appui gouvernemental dont l'industrie bénéficie (0,9 milliard de dollars), on arrive à une contribution nette de ces secteurs vers les coffres publics de presque 3 milliards de dollars. Le gouvernement du Québec est le plus important bénéficiaire de ces revenus (2,2 milliards de dollars), suivi par le gouvernement fédéral (1,4 milliard de dollars) et les municipalités (319 millions de dollars).

... 2

L'étude démontre finalement que certaines productions agricoles dites non-dominantes (bœuf, agneau, petites céréales), dont les retombées apparaissent marginales à l'échelle du Québec et pour lesquelles le soutien de l'État est actuellement remis en question, sont toutefois déterminantes pour la vitalité économique de plusieurs régions et localités québécoises. À titre d'exemple, au chapitre des emplois, la production d'agneau et de petites céréales dans le Bas-Saint-Laurent est tout aussi importante pour la région, toutes proportions gardées, que le Port de Montréal pour le Grand Montréal, alors que la production de bœuf et de petites céréales en Abitibi-Témiscamingue surpasse du simple au double l'importance de ce même port en termes relatifs.

Suivant cette logique de comparaison régionale, un emploi créé au Bas-Saint-Laurent est équivalent à 22 emplois à Montréal et un emploi en Abitibi-Témiscamingue correspond à 30 emplois à Montréal. De plus, si on considère la moins grande variété des industries présentes en région, on comprend que remplacer un emploi en région est possiblement plus difficile qu'à Montréal. Il est probable qu'une personne qui perd son travail dans les régions non métropolitaines en trouve plus difficilement un autre dans la même région qu'une personne vivant dans le Grand Montréal. Par conséquent, la création d'emplois en région mériterait d'être davantage valorisée que dans les grandes villes.

#### Un « effet de levier » pouvant contribuer à la relance économique

Les données contenues dans l'étude démontrent hors de tout doute l'importance des retombées économiques de l'agriculture à l'échelle du Québec et de ses régions. À l'heure où l'État cherche des moyens de stimuler l'économie, l'étude milite également dans le sens d'un financement accru de ce secteur d'activité, ce dernier constituant un « effet de levier » indéniable aux niveaux de la création d'emplois, de la production de richesses et des revenus fiscaux.

#### <sup>1</sup>À propos des effets induits

Les travailleurs de la production, de la transformation et leurs fournisseurs dépensent une partie de leurs revenus en biens et services, ce qui génère des salaires et profits qui sont à leur tour dépensés en partie pour l'achat de biens et services. La somme de ces gestes de consommation constitue les effets induits. Ces effets, qu'il s'agisse des emplois ou du PIB, n'avaient jamais été mesurés jusqu'à maintenant.

— 30 —

#### Source :

Éliane Hamel  
Directrice, Service des communications  
Union des producteurs agricoles  
Téléphone : 450 679-0540, poste 8235

#### Information :

Maurice Doyon  
Professeur  
Département d'économie agroalimentaire  
et des sciences de la consommation  
Université Laval  
Téléphone : 418-656-2131, poste 4546

Patrice Juneau  
Conseiller aux affaires publiques  
Union des producteurs agricoles  
Téléphone : 450 679-0540, poste 8591